

[Traduction]

LES PÉNITENCIERS

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LE SUICIDE D'UN PRISONNIER

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au solliciteur général suppléant. Je dois expliquer que ma question se fonde sur la réponse écrite donnée hier à la question n° 2182, indiquant qu'un certain Edward Elroy Hunt, ayant été détenu au pénitencier de la Colombie-Britannique, jusqu'au 26 juin de cette année, s'est suicidé en utilisant son lacet de chaussure, qu'il a attaché à un support à serviette s'élevant à 30 pouces du sol seulement. Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre comment une personne peut se pendre en n'étant suspendue qu'à deux pieds et demi au-dessus du sol?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la Chambre veuille que le ministre tente une explication en ce moment.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES FRAIS DE LA PRÉPARATION D'ANALYSES DU MARCHÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre. Je voudrais savoir si son ministère est en train de recueillir des analyses sur le marché de la main-d'œuvre?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Oui, monsieur l'Orateur.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor, mais en son absence je l'adresserai au premier ministre. Puisque le ministre du Travail a répondu, hier, que l'on compilait les mêmes analyses dans son ministère avec l'aide du Bureau fédéral de la statistique, le premier ministre étudierait-il ce problème de double emploi et ce qu'il en coûte aux contribuables lorsqu'un même travail est fait par deux ministères?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Plus tard]

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question découlant de celle que j'ai d'abord posée. En plus de se renseigner sur les frais inutiles que le double emploi impose aux contribuables, le premier ministre dirait-il aussi à la Chambre qui a autorisé cette initiative inusitée?

[L'hon. M. Greene.]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAL BANKS—L'EXTRADITION D'INITIATIVE FÉDÉRALE

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je ne veux pas retenir le premier ministre—je vois qu'il s'apprête à quitter son siège—mais je me demande s'il est en mesure de répondre à la question que je lui ai posée hier au sujet de l'extradition d'Hal Banks. En outre, si aucun gouvernement provincial ne prenait l'initiative, le gouvernement fédéral s'en chargerait-il?

Le très hon. Lester B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on m'a fourni une réponse à cette question, mais comme le solliciteur général rentre à Ottawa ce soir, j'aimerais en discuter avec lui. Lorsque je l'aurai saisi de la réponse, je serai sans doute en mesure de répondre demain à la question. Je vous prie d'excuser ce retard d'un jour.

LE PACIFIQUE-CANADIEN

L'ACCÉLÉRATION DES DÉCISIONS RELATIVES AUX DEMANDES D'ABANDON D'EMBRANCHEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. R. Sherman (Winnipeg-Sud): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports. Puis-je lui demander si l'on permettra au Pacifique-Canadien de continuer à réclamer que la Commission des transports se prononce sur certaines des demandes d'abandon d'embranchements, comme on le fait depuis quelques jours, alors que toute la question est visée par le projet de loi sur les transports dont on proposera bientôt la troisième lecture?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr que les prémisses sur lesquelles le député fonde sa question soient correctes. Il faudrait que je me renseigne sur ces prémisses avant de pouvoir donner une réponse utile à la question.

M. Sherman: Une question supplémentaire. Devons-nous alors conclure des observations du ministre qu'il n'a pas reçu...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Ce n'est pas une question.

M. J. H. Horner (Acadia): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les observations du ministre nous permettent-elles de supposer que les présidents du Pacifique-Canadien et du National-Canadien...

M. l'Orateur: A l'ordre.